

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

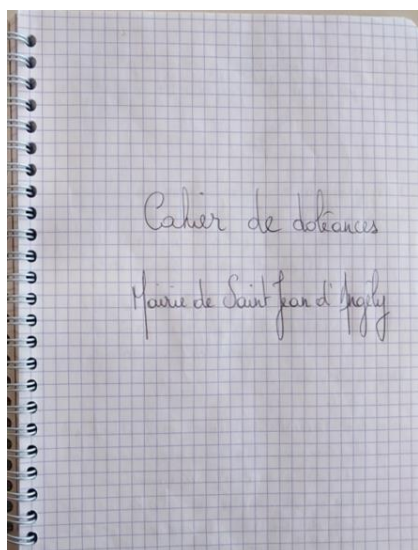
par Marie-Anne Chabin, 2024

Saint-Jean-d'Angély

code INSEE : 17347

6 886 habitants

Communauté de communes : Vals de Saintonge Communauté



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W338) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier petit format petits carreaux, 180 p. (38 utilisées).

Couverture AMF format A5 collée.

Titre page de garde : Cahier de doléances (manuscrit).

Ouvert en novembre 2018 (cf lettre de la mairie).

À la fin du cahier : Motion « Gilets jaunes » ; une vingtaine de « fiches d'expression citoyenne » (RIL du 1er mars 2019 thème « Vers une nouvelle ruralité »).

Lettre de la mairie au préfet mentionnant l'envoi du cahier à la mission du Grand débat (22 février 2019).

55 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

En tant qu'artisan, je rencontre des difficultés de trésorerie. Et je m'inquiète de l'avenir de nos enfants.

Le gouvernement a décidé cette augmentation de CSG dans un souci de "solidarité intergénérationnelle" alors qu'en même temps il supprimait 0,15 F (Impôt de SOLIDARITÉ sur la Fortune) et baissait les APL de 5 Euros 000.

Bonjour,
• J'aimerais que l'on revoit le fonctionnement de notre république. Je ne comprends pas que nos politiques et leurs collaborateurs et tout le personnel autour s'enrichissent autant avec l'argent public. c'est indécent.

Le 11 Janvier 2019
Madame le Maire,
Si vous rencontre Nouveau Nacion il faut lui dire de :
* supprimer la hausse de la CSG pour les petites retraités, le pouvoir d'achat trop diminué avec les taxes sur tous les produits.

Monsieur Macron
- Pendant que Mme Macron vole
épouse reçoit 400 000 € pour se
pomponner sans rien faire - # chauffeur
à son service etc etc - Ne suit
elle pas faire cuire des pâtes comme
beaucoup de petits doivent faire pour
manger - je ne charge pas de vaisselle
- payez vous des impôts

-Les salaires : tout travailleur doit être **rétribué convenablement** pour vivre simplement.

-Le salaire net/mois à **1500 € pour 39 heures.**

-La fourchette des salaires dans le public devraient aller **de 1 à 5 (1500 € / 8000€)**. Enarque ou autre. Le nombre d' H. de travail, la stabilité de l'emploi ... sont une opportunité, une variable d'ajustement au CHOIX de chacun.

FINANCES . IMPÔTS . GESTION DEPENSES ETAT.
1. Mettre dans la constitution, l'obligation pour l'état
de présenter un Budget équilibré (Revettes/Depenses)
comme pour les collectivités ou un ménage.

13 Les Hôpitaux, et la médecine en France. est,
parait-il la meilleure du monde, mais arrêtons
de soigner le monde entier gratuitement,
nous n'en avons plus les moyens!

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 2 lignes, 17 mots

En tant qu'artisan, je rencontre des difficultés de trésorerie. Et je m'inquiète de l'avenir de nos enfants.

[Signature]

2. Manuscrit, 7 lignes, 34 mots (Françoise Mesnard, maire)

Un plan exceptionnel de réaménagement des territoires ruraux afin de recréer de l'emploi (aide à l'immobilier d'entreprise, aide bonifiée).

Et surtout, taxe TOBIN et impôts sur les sociétés au niveau européen, notamment les GAFA.

F. Mesnard, maire

3. Manuscrit, 10 lignes, 69 mots (femme)

En tant que femme d'agriculteur, nous ne pourrons bientôt plus pouvoir faire notre métier comme il faut avec les réformes qui se mettent en place. Le bio sur nos terres, cela n'est pas possible. Que devons-nous faire, et surtout mon fils qui [n']a que 30 ans avec beaucoup d'emprunt ?

Aussi les retraites où nous, femmes d'agriculteur, 400 € en ayant cotisé toute sa vie cela n'est pas normal.

[Signature]

4. Manuscrit, 6 lignes, 38 mots

- Taxes les grosses entreprises et GAFA qui font leurs bénéfices en France !

- Augmenter les salaires et les retraites.

- Favoriser l'apprentissage !

- Moins de taxes !

- Moins de tralala, de blabla, plus de résultats.

[Signature]

5. Manuscrit, 6 lignes, 38 mots

– Taxer les grosses entreprises, évasion fiscale.

– LE TRAIN DE VIE DES POLITIQUES.

– Taxer les riches, etc. !!!

– STOP aux inégalités.

– Plus de pouvoir d'achat.

– ON [N']A PLUS D'ARGENT à force d'en donner.

[Signature]

6. Manuscrit, 3 lignes, 19 mots

Baisse de toutes les taxes.

Pour nous, nos enfants et nos petits enfants qui n'auront plus rien à manger.

[Signature]

7. Manuscrit, 5 lignes, 30 mots

Revaloriser les salaires afin de nous permettre de mieux faire face aux dépenses. Nous redonner du pouvoir d'achat ce qui contribuera à relancer l'économie. Sans argent nous ne pouvons consommer !!

[Signature]

8. Manuscrit, 3 lignes, 14 mots (femme)

Je demande la dissolution de l'Assemblée.
Des législatives, proportionnelle intégrale.
Un référendum d'initiative citoyen.

Madame [NOM Prénom]

[Signature]

9. Manuscrit, 3 lignes, 20 mots (homme)

Je demande la dissolution de l'Assemblée, un référendum citoyen, la proportionnelle intégrale.
Le pouvoir doit être pris par des citoyens.

Monsieur [NOM, deux prénoms]

[Signature]

10. Manuscrit, 3 lignes, 13 mots (femme)

Je demande la dissolution de l'Assemblée, des législatives proportionnelles intégrales, référendum d'initiative citoyenne.

[NOM Prénom]

[Signature]

11. Manuscrit, 3 lignes, 13 mots

Je demande la dissolution de l'Assemblée, des législatives proportionnelles intégrales, référendum d'initiative citoyenne.

[Prénom NOM]

[Signature]

12. Manuscrit, 28 lignes, 188 mots (homme)

Faute de ne savoir partager depuis 18 mois (et de n'avoir su le faire avant !), l'heure du bilan a sonné.

Le peuple souhaite vivre de son travail, et ses retraités ne sont pas des vaches à lait, et venir leur "voler" leurs retraites n'est pas digne!

Le lien de confiance est rompu. Un projet politique doit être repensé avec le peuple. Les riches doivent y participer. Le choix d'une nouvelle société s'impose.

Les nouveaux élus devront s'y référer.

En l'état actuel,

- La dissolution de l'Assemblée nationale s'impose, et celle du Sénat aussi.
- Une nouvelle constitution doit s'écrire.
- Révocabilité des élus (tout échelon).
- Revoir les relations État/banques privées.
- Refonder l'Europe (en sortir si nécessaire).
- Taxer les GAFAs.
- Plus largement revoir notre système fiscal (plus juste, plus respectueux), fin des avantages des élus, journalistes.
- Mode électoral à revoir (proportionnelle (taux à définir) députés, sénateurs).
- * Non-cumul des mandats.
- * Fin des avantages ASSEDIC avec 6000€/m des députés (dégressivité/5 ans !, droit commun)
- * Dans l'immédiat :
- * Suppression de la CSG pour les retraités. (<1,7 fois/SMIC)
- * + 10 % SMIC.

[Prénom Nom] Saint-Jean [Signature]

13. Manuscrit, 15 lignes, 94 mots (homme)

1) Au niveau local

Un niveau d'impôts locaux intolérable pour une ville en perdition, qui plus est mal desservie par les transports en commun (SNCF).

2/ Au niveau national

Nécessité absolue de fermeture de l'ENA, de diminuer les privilèges des hauts fonctionnaires, de réformer les grands corps de l'État.

Nécessité absolue de simplification des démarches administratives, de rendre des interlocuteurs à la population (Internet n'est pas adapté pour effectuer les démarches administratives).

Interdiction à l'Assemblée et aux administrations centrales de produire des textes sans en avoir mesuré toutes les conséquences et sans esprit de simplification.

[Signature] [P. Nom]

14. Manuscrit, 58 lignes, 341 mots (couple)

Nous sommes un couple de citoyens retraités qui habitons dans une petite ville de province : Saint-Jean-d'Angély.

En tant que citoyens nous voulons que le président "Jupiter" descende de son nuage et se souvienne qu'il a été élu démocratiquement avec les voix des citoyens qui ne voulaient surtout pas de Marine Le Pen, et non sur un programme électoral ultralibéral...

De même, nous ne supportons pas son ton de donneur de leçon, ses petites phrases méprisantes (traverser la rue, les Gaulois réfractaires, ceux qui ne sont rien, etc.) à l'encontre de ceux qui n'ont pas eu la chance ou les capacités de faire l'ENA et la banque Rothschild..., soit la très grande majorité du peuple français... Alors qu'il est président de TOUS les Français...

En tant que retraités, alors que nos pensions n'avaient pas progressé depuis notre départ en retraite (2012) malgré l'augmentation du coût de la vie, en janvier 2018, l'augmentation de la CSG impacte fortement nos revenus (l'équivalent d'un mois de SMIC par an)...

Le gouvernement a décidé cette augmentation de CSG dans un souci de "solidarité intergénérationnelle" alors qu'en même temps il supprimait l'ISF (Impôt de SOLIDARITÉ sur la fortune) et baissait les APL de 5 euros...

En même temps, eu égard à nos revenus, nous sommes exclus de l'exonération de taxe d'habitation, mesure tant vantée par le gouvernement...

En résumé, nous avons le sentiment d'être considérés comme des vaches à lait et que le président et le gouvernement raisonnent comme des financiers et des comptables et non pas comme des hommes politiques soucieux de justice fiscale et sociale pour le peuple français.

En tant qu'habitants de Saint-Jean-d'Angély, nous désespérons de voir notre petite cité s'étioler au fil des années : désindustrialisation (Brossard), suppression des services publics (tribunal, commissariat, maternité, etc.).

Nos élus locaux essaient tant bien que mal de limiter les dégâts et de retrouver un nouvel essor mais ont une marge de manœuvre limitée en l'absence d'une véritable politique nationale d'aménagement du territoire, alors que Paris et ses alentours se développent anarchiquement comme une tumeur cancéreuse...

[Prénom et Prénom NOM]

15. Manuscrit, 43 lignes, 315 mots

Bénévole aux Restos du Cœur, je me demande comment on peut vivre avec le RSA, l'ASS et l'AAH, des montants en dessous du seuil de Pauvreté qui est de 1000 euros dans un pays, dit démocratique. Je soutiens le mouvement « Droit à l'amour » concernant l'AAH ; en effet, pourquoi la suppression de l'AAH si une personne veut refaire sa vie ce qui est impossible car avec l'augmentation des familles monoparentales, ils ont forcément des enfants donc besoin de leur allocation. L'accident de la vie est déjà un frein et le droit de vivre dans la dignité ne doit pas en être un de plus. Pourquoi pas de prime de Noël pour les personnes handicapées, encore une injustice.

Comment est-ce possible d'accuser les gens de ne pas trouver de travail alors que, tout le monde le sait, la robotisation et l'informatisation forment des chômeurs et pendant ce temps-là, les entreprises font des bénéfices. À quand la taxation des robots pour inventer une nouvelle façon de voir le travail pour tous. Comment peut-on dire que les études sont gratuites alors que les étudiants sont pauvres : logement, charges, vie quotidienne, véhicule, transports, le budget est écrasant avec très très peu d'aide pour les familles moyennes, qui sont très proches du prêt, étudient et ne peuvent vivre dans la dignité.

Notre municipalité fait tout ce qu'elle peut pour redonner à notre petite ville un élan. Mais le désengagement de l'État est inadmissible. La politique, ce n'est pas que Paris, c'est gouverner pour tous les Français.

Pour l'égalité homme/femme, comment peut-on ne pas donner d'allocation chômage à une femme, parce que son mari a un salaire. L'égalité homme/femme commence par le respect des deux.

Enfin depuis l'euro, l'augmentation du budget courses est multiplié de façon extravagante et oui, il y en a qui font encore la conversion.

Pour un droit à vivre dans la dignité pour tous [P. Nom]

16. Manuscrit, 18 lignes, 114 mots (homme)

Le 11.12.2018

[NOM Prénom] SJY [Signature]

- Diminution des carburants.
- SMIG + 150 €.
- Retraite + 150€, annulation CSG.
- ISF : supprimer les avantages accordés au début du mandat.
- Référendum d'initiative populaire.
- Dissolution de l'AN, 200 députés max.
- Suppression du SÉNAT, remplacé par une assemblée de citoyens.
- Retraite pour les élus à compter de 67 ans.
- Revoir l'organisation des EHPAD.
- Non-cumul des mandats effectif.
- Bcp moins de ministres.
- Réduction drastique du nombre d'OFFICIERS (armée, gendarmerie).
- Revoir l'aménagement du territoire (médecin, services publics).
- Scrutin électoral à la proportionnelle avec au moins 75 % de votants....
- DÉMISSION DU DICTATEUR Macron, sans oublier toutes les autres mesures.

17. Manuscrit, 13 lignes, 75 mots (homme)

Doléances de Mr [Nom Prénom]

- Augmenter le SMIC sans oublier également les salaires qui sont juste au-dessus une fourchette entre 1300 € net et 1500 € net.
- Que les grosses multinationales payent des impôts telles que Google, Apple, Facebook et bien d'autres.
- Rétablir l'ISF.
- Retraite : égalité public/privé ; âge de départ 60 ans.
- Revaloriser les petites retraites à partir de 1200 € ; revalorisation à hauteur du coût de la vie indicateur INSEE.

18. Manuscrit, 7 lignes, 57 mots (femme)

Doléances de M. [NOM Prénom]

Un retraité seul à moins de 2000 € est modeste et ne paye pas la CSG et un couple de retraités à 2750 € est riche, ils doivent payer la CSG. On manque vraiment de respect pour le couple de retraités qui ont travaillé toute leur vie, et l'indexation des retraites inexistante, le pouvoir d'achat en baisse.

19. Manuscrit, 18 lignes, 102 mots (femme)

Doléances de Mme [Nom Prénom]

- Augmenter les petits et moyens salaires afin de pouvoir enfin vivre au lieu de survivre.
- Rétablir l'ISF de toute urgence.
- Taxer les grosses multinationales (Apple, Facebook, etc.)
- Revaloriser les retraites (en plus, égalité des départs en retraite public-privé ainsi que les rémunérations).
- Départ à 60 ans pour tous
- Je demande la dissolution de l'Assemblée nationale, des législatives à la proportionnelle intégrale, un référendum d'initiative citoyenne.
- Une vérification plus soutenue des aides données par l'État (RSA, etc.).
- Plus de respect du peuple.
- Le droit à la dignité.
- Baisse des taxes (carburants, etc.).

Mme [Nom Prénom]

[Signature]

20. Manuscrit, 4 lignes, 23 mots (femme)

Il serait normal que les citoyens puissent donner leur avis après avoir élu leur président, et ce grâce aux référendums d'initiatives citoyennes !

[Prénom Nom] [Signature]

21. Manuscrit, 27 lignes, 158 mots

Bonjour,

- J'aimerais que l'on revoie le fonctionnement de notre république. Je ne comprends pas que nos politiques et leurs collaborateurs et tout le personnel autour s'enrichissent autant avec l'argent public. C'est indécent.
- Il faut cesser de donner aux présidents passés et futurs des rémunérations après leur mandat. C'est indécent.
- Le vote blanc doit être une voix, comme pour un candidat qui se présente. Le peuple parlera.
- Nous voulons être fiers de notre pays et le protéger. Donnez-nous les moyens de vivre décemment.

- L'argent public est dépensé avec beaucoup de largesse, que ce soit au niveau local ou national. Il faudrait un conseil des sages. Nous ne pouvons plus nous permettre d'excès. Dépensons juste et nécessaire.
- Notre protection sociale est précieuse. Ne sabordons pas ce système "humain".
- L'écologie est une évidence. Mais ne faisons pas n'importe quoi au nom de l'écologie. Apprenons la décroissance. Soyez juste et sincère.
- N'oubliez pas d'apprendre réellement le quotidien des Français. Ce qu'ils vivent.

Cordialement [Signature]

22. Manuscrit, 2 lignes, 14 mots

Fracture numérique : prévoir assistance, gratuité, et à domicile pour toutes les personnes isolées.

[Signature]

23. Manuscrit, 13 lignes, 101 mots (femme)

Je demande le RIC. Relever le SMIC à 1500 € nets/mois. Relever le "quotient familial". Relever les petites retraites surtout celles des femmes d'agriculteurs, des commerçants-artisans, etc.

- Refaire qu'une seule caisse sociale (au lieu de 40 actuellement). Redonner des bourses scolaires à partir d'un enfant et +.
- Remettre l'ISF à partir de 2 M à 2 millions,5 €.
- Relever les taux d'intérêts sur les placements.
- Enlever la CSG sur toutes les retraites.
- Interdire de sortir les capitaux sociaux des grosses entreprises à l'extérieur de la France.
- Prendre bien en compte l'écologie à [sa] juste valeur.

[Nom Prénom]

Les Nouillers [Signature]

24. Manuscrit, 4 lignes, 35 mots

- Demandons « le référendum initiatif » du citoyen.
- Le différentiel des salaires : pas plus X 10.
- Les retraites devraient être égales à un mois de loyer dans une maison de retraite.

Les Nouillers [Signature]

25. Manuscrit, 32 lignes, 246 mots (femme)

[P. Nom] St Jean

Très en colère.

ISF supprimée de suite.

Pour la taxe d'habitation, c'est en 3 ans.

Mon mari a une pension de retraite qui s'élevait à 1010 €. Il a dû supporter la CSG car j'avais un salaire de 1750 € environ.

Après avoir commencé à travailler à 14 ans, toute sa vie dans le bâtiment, usé, il se retrouve avec moins de 1000 €. À quoi bon travailler toute sa vie et finir usé !!!

La baisse de la taxe d'habitation, compte tenu de la hausse de la part communale, ne compense pas ce qu'il a perdu en CSG...

Nous ne pourrons pas bénéficier des nouvelles mesures pour la CSG. L'annonce faite est trompeuse car si l'on prend ma pension de 1758 €, compte tenu que c'est les revenus du couple, on va être encore au dessus. À nous deux, perte annuelle de 600 €...

La baisse des cotisations pour le privé ne profite pleinement qu'aux bons salaires.

En résumé des cadeaux pour les plus riches et des miettes pour les autres...

Je ne suis pas contre redonner à des entreprises méritantes mais pas aux autres et pas au détriment des petits qui ont contribué par leur travail toute leur vie durant à la richesse du pays.

Je souhaite une revalorisation des petites retraites (indexation minimum sur le coût de la vie), restitution de la CSG comme annoncé pour les retraites de – de 2000 €. Les politiques devaient donner l'exemple par une baisse de leur salaire.

26. Manuscrit, 7 lignes, 42 mots (homme)

À Macron et sa clique

président des riches
arrogant et méprisant,

Les Gilets jaunes m'ont rendu encore plus encore plus fort d'être français ; ils m'ont exalté les valeurs de la liberté, d'égalité, et de fraternité du peuple français.

Un Gaulois récalcitrant

M. [Prénom Nom]

27. Manuscrit, 1 ligne, 4 mots (femme)

Unique revendication :

RIC CARL
[Nom Prénom]

28. Manuscrit, 10 lignes, 55 mots (couple)

Tenir les promesses :

Suppression de la taxe d'habitation sans augmentation de la taxe foncière.

Indexer la retraite sur l'évolution du coût de la vie.

Suffisamment de ressources pour les retraités et travailleurs pauvres pour leur éviter les Restos du Cœur.

Ne plus augmenter la CSG, les retraités ne sont pas des vaches à lait.

[Prénoms Nom]

29. Manuscrit, 11 lignes, 66 mots

- ÉQUIPE MACRON.
- Diminution des salaires politiciens.
- Diminution du nombre de :
 - Députés,
 - SÉNATEURS,
 - Ministres,
 - Voitures de service.
- Fin de rémunération des anciens présidents en fin de mandat.
- Brigitte : pas de salaire ; maquillage sur son pognon.
- Voyager au plus économe.
- Macron démission.
- Castaner aussi.
- Philippe aussi.
- Arrêtez les immigrations.
- RIC demandé.

[Signature]

30. Manuscrit, 17 lignes, 97 mots (femme)

Suite à votre discours, M. Macron, pas un mot pour les retraitées.

J'ai honte pour vous, vous ne respectez rien, les petites gens crèvent pendant que vous vous engraissez, vous et votre escouade...

Vous ne savez que vous donner en spectacle quand vous déambulez près du peuple, à rabaisser la mamie qui se plaint, lui répondre « mais, Madame, vous n'avez pas assez cotisé », quelle indécatesse de votre part...

Je suis Gilet jaune et fière de l'être, au service des gens qui souffrent et qui se battent pour survivre.

Je revendique le RIC.

Finis ces privilèges.

[Signature]

31. Manuscrit, 15 lignes, 76 mots

De tout cœur avec vous.

Rétablissement de l'ISF.

Train de vie de l'État trop élevé... en passant par nos députés, sénateurs etc.

Avant de donner des leçons, que l'État balaye devant sa porte. Mauvais voire très mauvais employeur !!! Comment traite-t-il ses fonctionnaires ??? (malaise grandissant dans les hôpitaux, dans l'enseignement, la sécurité, etc.). À combien d'heures supp. en sont-ils ???

Avec toutes ces injustices sociales viennent en plus le mépris et l'arrogance d'un président quasi-dictateur !!

[Signature]

32. Manuscrit, 8 lignes, 48 mots

Je soutiens le mouvement des GJ et demande la dissolution de l'Assemblée, un RIC afin que nous soyons tous égaux, que la justice et les plaisirs de la vie de tous les jours soient appréciés par tous. Et surtout, plus d'évasion fiscale, manque à gagner pour notre pays.

[Signature]

33. Manuscrit, 2 lignes, 6 mots (femme)

Soutien aux GJ.

Demande du RIC.

[NOM Prénom] [Signature]

34. Manuscrit, 5 lignes, 38 mots

De tout cœur avec les GJ.

RIC, baisse de moitié des salaires de tous les politiques, hausse du SMIC, baisse de toutes les taxes et taxe unique pour tous les produits fabriqués en France.

Un patriote Bon Noël [petit dessin d'une branche de sapin]

35. Manuscrit, 13 lignes, 93 mots (couple)

La justice sociale c'est aussi la justice fiscale, aussi je demande :

- L'annulation de la hausse de la CSG pour tous les retraités.
- L'indexation des retraites sur le coût de la vie.
- Le non-cumul de retraites des politiques. Que ceux-ci ne touchent leur retraite qu'à l'âge légal : 62 ans.
- Que les revenus des mandats politiques soient entièrement soumis à l'impôt et pas seulement une partie.
- Le rétablissement de l'ISF.

Je demande que le vote blanc soit pris en compte lors d'une élection. Pour cela, mettre des bulletins blancs à disposition des électeurs.

M. [NOM Prénoms]

[Signature]

36. Manuscrit, 12 lignes, 86 mots (femme)

Le 2 janvier 2019, je sors du service déclaration d'impôts avec divers documents concernant le décès de mon mari, survenu le 10 mars 2018, afin de connaître le montant de mon imposition directement prélevé sur ma retraite et ma réversion. Les prélèvements doivent donc intervenir fin du mois de janvier. Il est impossible de me calculer même approximativement le montant car le fichier informatique, qui devait être envoyé par l'État fin de l'armée et au plus tard début janvier n'est toujours par parvenu. Est-ce-bien NORMAL ?

Mme [Nom Prénom, Téléphone] [Signature]

37. Manuscrit, 18 lignes, 120 mots

Le 06 janvier 2019.

Nous demandons la remise en état des lignes secondaires de la SNCF et en particulier la ligne Saintes-Niort, et Saintes-Bordeaux. Ce n'est pas normal que depuis plusieurs années il faut 1h30 pour faire le trajet Saintes-Niort en TER. Nous devons obliger la SNCF, la région, le département à financer les travaux rapidement, sinon nous n'aurons plus à St-Jean-d'Angély de TER et donc de correspondance à Niort pour PARIS.

Nous demandons la création d'une autoroute ferroviaire de Hendaye avec le nord de France, il y a trop de camions sur les routes. Si cette autoroute ferroviaire était finalisée, la ligne Saintes-Niort pourrait être remise en état avec des murs anti-bruit et des rails soudés au niveau de la ville de St-Jean-d'Angély.

[NOM Prénom]

[Signature]

38. Manuscrit, 43 lignes, 427 mots (homme)

Le 8 janvier 2018

Monsieur le Président,

Je suis retraité et je ne comprends pas "la taxe sur les retraites". Avoir travaillé et cotisé plus de quarante annuités, je pense que cette ponction sur ces retraites est un frein à l'économie. Les retraités participent à la relance économique de notre pays. Ils aident aux enfants et petits-enfants et aux différentes associations (Restos du Cœur, "cancer", etc.).

Je pense, Monsieur le Président, que vous vivez dans un autre monde ! Celui des gens aisés qui n'ont pas de difficultés pour la fin du mois ! Vous n'avez aucune considération pour les petites gens. La faute, je pense que vous n'avez jamais exercé des fonctions rurales (maire d'une petite commune pour exemple).

Question écologique, je suis pour un changement mais "progressif" surtout dans le milieu agricole. Vous ne faites rien contre les "poisons" déversés sur cette terre.

- Aménagement de crédit d'impôt pour les rénovations et isolations des maisons et immeubles.
- Indexer les pensions sur le coût de la vie (inflation durant plusieurs années).
- Gel définitif des taxes sur le carburant et le chauffage. C'est encore le milieu rural qui souffre de cette injustice. Ces personnes sont obligées de prendre leurs voitures pour aller travailler. Tandis que les gens qui vivent dans les grosses métropoles n'ont pas ce problème, "les transports urbains sont importants".

Je pense, M. le Président, que vous avez eu tort d'ignorer les corps intermédiaires. Une erreur importante de votre politique de gérer seul. Vos conseillers sont peut-être pas bons ou alors vous voulez régner comme il y a des siècles (la monarchie). "Cela s'est mal passé dans les siècles derniers".

Concernant l'affaire des Gilets Jaunes, je suis d'accord avec eux pour leurs revendications. Mais je suis contre toutes formes de violence. Je pense que vous devez écouter les personnes politiques en ce moment... Ce sont les "MAIRES". Eux vivent auprès des gens mais non pas dans des "PALAIS". Ils devraient être augmentés car les seuls qui travaillent pour le peuple, ce sont eux.

- Diminuer le nombre de députés. Diminuer leurs salaires, ainsi que les ministres et vous-même.
- Diminuer toutes ces commissions parlementaires rémunérées gracieusement.
- Je demande que le vote blanc soit pris en compte !!

La justice doit aussi changer (les petits sont sanctionnés à tort, tandis que les personnes à gros revenus ne sont pas touchées proportionnellement).

J'ai voté pour vous lors de l'élection présidentielle car je croyais en vous, maintenant je suis profondément déçu par votre politique ainsi que vos paroles en public. Je pense que si rien ne change, le vote sera négatif.

[Nom]

[Signature]

39. Manuscrit, 15 lignes, 91 mots (homme)

Mr [NOM P.] St-Jean-d'Y.

Monsieur le président,

Je suis à la retraite depuis 2003. Avec plus de 2000 euros mois, je paie donc l'augmentation de la CSG. Pourquoi ne pas faire payer au-dessus seulement de 2000 euros et, de 0 à 2000 euros non cotisable à la CSG. Justice sociale.

De plus, la taxe d'HABITATION ne serait peut-être pas supprimée pour tout le monde, pas d'égalité devant l'impôt, il ne faut pas s'étonner de la colère des gens. PEUT-ÊTRE SUFFIT-IL DE TRAVERSER LA RUE pour moins d'IMPÔTS ET DE TAXES et AINSI REJOINDRE LES RICHES. [Signature]

40. Manuscrit, 50 lignes, 310 mots (homme)

- Pour la mise au vote du RIC, "référendum d'initiative citoyen".
- Réinstitution de l'ISF.
- Abolition des 1,7 % de CSG infligés aux retraités.
- Comptage des votes blancs lors des différentes élections. En effet, les dernières élections présidentielles nous ont mis en place un président représentant actuellement 20 % des citoyens du pays : 60 % d'abstentions, signe que les citoyens ne font plus du tout confiance aux politiques proposées. 10 % de votes nuls + 10 % de votes blancs, et reste alors 20 %.
- Comment peut-on se considérer élu à l'unanimité quand 80 % du peuple ne se prononcent pas favorables aux candidats proposés.
- Aujourd'hui la colère gronde et le peuple se révolte, nous ne vivons plus dans une république DÉMOCRATIQUE.
- Réinstitution des services publics : télécom, transports, santé, voirie, énergie. L'instauration de ce qui appartenait au peuple a été octroyée au privé. Les tarifs et les emplois ne sont plus en phase avec les revenus lamentables distribués aux citoyens.
- Dissolution de l'Assemblée nationale "plus en phase avec le peuple".
- Abolition des privilèges des politiques : un élu doit être au service de ses électeurs, non au service des grands groupes de la finance. Or aujourd'hui ce ne sont plus que des valets d'un système appauvrissant et asservissant une majorité d'une population. "La politique n'est pas un métier à vie !!".
- Les impôts et les taxes sont nécessaires, j'en conviens. Par contre elles doivent servir à l'ensemble et non pas à une partie des privilégiés.
- Taxer les grands groupes financiers, il est anormal que des milliards d'euros soient versés à des actionnaires sans que ceux qui ont produit ces richesses soient des laissés-pour-compte.

Cahier de Saint-Jean-d'Angély

- Réinstitution d'une vraie République française : "liberté (inexistante), égalité (aucune équité dans le traitement des citoyens), fraternité (elle existe encore mais qu'entre sélection de classes)".

Mr [NOM Prénom] [Signature]

41. Manuscrit, 18 lignes, 113 mots

St-Jean-d'Angély, le 11.01

À l'attention de Mr Macron.

1. Pouvoir d'achat pour tous les petits salaires, retraités et gens de la terre.
2. RIC.
3. ISF restitué aux Français.
4. Honte à la France qui met les vieilles voitures à la casse grâce à une prime. Celles-ci sont revendues en Afrique pour polluer notre terre.
5. Où est notre écologie ? Est que l'on a la même planète (destruction) ?
6. Diminution des élus et abolition des privilèges à la retraite.
7. Justice pour tous, peuple et élus aussi (Benalla).
8. Drogue : pourquoi, avec toutes les forces de l'ordre que l'on en France, n'est-on pas capable de faire reculer ce fléau dans les cités ?

M. [P. Nom]

42. Manuscrit, 25 lignes, 153 mots (femme)

Le 11 janvier 2019

Madame le Maire,

Si vous rencontrez Monsieur Macron, il faut lui dire de :

- * Supprimer la hausse de la CSG pour les petites retraites. Le pouvoir d'achat trop diminué avec les taxes sur tous les produits.
- * Parler de la taxe d'habitation : les riches, 20 % de la population, doivent continuer à la payer. Le Conseil constitutionnel doit revoir l'application de cette taxe.
- * Revoir les salaires et indemnités des hauts fonctionnaires de l'État : une trop grande =/= avec le peuple.
- * ISF : remettre l'impôt sur la fortune.
- * RIC : on demande le référendum.
- * La transition écologique : je voudrais savoir pourquoi nos vieilles voitures partent sur le continent africain donc pourquoi nous obliger à changer de voiture. Le continent africain doit aussi appartenir à l'écologie, cela n'a aucun sens.

En conclusion, on attend beaucoup sur le "grand débat". Il faudra prendre en considération toutes nos demandes.

[Prénom NOM]

[Signature] 1 nouvelle retraitée

43. Manuscrit, 5 lignes, 42 mots (femme)

Monsieur le Président,

Je viens vous solliciter pour demander que toute la population doit payer son IMPÔT. Que cela soit pour les personnes qui ont des aides sociales pour une somme de 50 centimes, ou pour 1 € symbolique.

Voici mon souhait. Mme [Nom]

[Signature]

44. Manuscrit, 20 lignes, 116 mots (femme)

Le 15 janvier 2019

J'adhère aux principales doléances des Français en colère et sensés :

- réaménagement du territoire,
- millefeuille administratif à réorganiser,
- révision des taxes et impôts divers et variés, etc.

Mais je souhaiterais que l'ISF soit revu et corrigé : taxation des signes extérieurs de richesse : les œuvres d'art, les yachts, les résidences secondaires luxueuses avec piscine, etc.

En effet, pourquoi pénaliser les investisseurs immobiliers qui font travailler les artisans et construisent des logements ? Pourquoi pénaliser les gens qui ont fait des économies et se sont constitué un capital pour payer leur maison de retraite ? Certes cela n'est pas à l'ordre du jour mais il faut que nous soyons nombreux à le demander !!!

[Prénom NOM] [Signature]

45. Manuscrit, 13 lignes, 96 mots (homme)

De passage à la mairie, je constate qu'il y a tant de demandes et de propositions que je ne peux qu'approuver. Je rejoins donc les signataires au moyen sur ces points :

- Fin des avantages accordés aux ex-présidents, ministres etc.
- Taxer les g[ran]d[es] fortunes à hauteur de leurs revenus donc ISF qui serait un impôt juste et solidaire.
- Moins d'élus.
- Quant au Sénat, puisqu'il ne sert à rien au fond, l'abandonner car il coûte cher.
- Révision des traitements, pensions, etc., des élus. Révision à la baisse, pour l'exemplarité.
- Etc., etc.

[P. NOM] CONTRIBUABLE

46. Manuscrit, 8 lignes, 53 mots

Le 19-01-19

- Merci les Gilets jaunes sinon rien n'aurait bougé et les taxations dureraient.
- Suppression de la CSG sur les retraites.
- Indexation des retraites sur l'inflation.

Cahier de Saint-Jean-d'Angély

- Justice égale pour tous (les politiques ne sont que rarement et petitement condamnés).
- Suppression des avantages ou privilèges aux anciens politiques quels qu'ils soient.

[Signature]

47. Manuscrit, 40 lignes, 236 mots (femme)

Monsieur Macron,

- Pendant que Mme Macron votre épouse reçoit 400 000 € pour se pomponner sans rien faire, chauffeur à son service, etc., etc. Ne sait-elle pas faire cuire des pâtes comme beaucoup de petits doivent faire pour manger. Je ne change pas de vaisselle tous les 5 ans.
- Payez-vous des impôts ? Il serait bien de revoir en baisse les charges des petits commerces qui, eux, malgré leur travail, ne peuvent pas prendre de salaire si ils ne paient pas impôts, URSSAF et + + +, tout de suite les huissiers, c'est facile de faire tomber les petits. Une maman très en colère retraitée, on nous prend notre argent mais on ne voit pas que j'aide ma fille pour s'en sortir, éviter de fermer son magasin.
- Bien sûr, ne pas toucher à l'ISF, c'est pas eux qui travaillent et donnent du boulot, à manger aux petits.
- Prendre l'argent sur les gros bonnets.
- Alléger les taxes (toutes) des petits commerces.
- 80 km/h : vous nous faites avaler n'importe quoi. Moins de morts ? Les camions nous poussent, on s'endort au volant.
- Arrêter de taxer les retraités. Nous avons travaillé toute notre vie. Nous aimerions être un peu tranquilles.
- Diminuer les députés au moins de moitié ; leur supprimer les avantages. L'argent rentrerait dans les caisses. Si nous n'allions pas au travail, pas de salaire, pourquoi pas eux ?

ÉGALITÉ → aucune

FRATERNITÉ → soutenir nos enfants.

[Prénom Nom]

48. Dactylographié (2 pages) et introduction manuscrite, 75 lignes, 1028 mots (homme)

À l'attention de Monsieur le président de la République,

Ci-joint double page relatant (entre autres) quelques dysfonctionnements vécus journallement. Je reste confiant.

Très respectueusement, [Signature]

CAHIER DE DOLEANCES

Tout azimut, pêle-mêle, quelques éléments de comportements, paroles, réflexion ou/et évolution...

- Région, département. CDC communes :

Cahier de Saint-Jean-d'Angély

- Faire des **économies d'investissements** (ex. : ronds-points, bâtiments... disproportionnés, piscine, salle des fêtes, terrain de sports... dans chaque village).
- Faire des **économies de fonctionnement** ; les grandes régions devraient amener des économies d'échelle donc les emplois actuels devraient être **bien INFÉRIEURS** à ceux d'hier et **SUPPRIMER** qq niveaux du millefeuille décisionnaire.
- Que les constats, conseils, remarques, souhaits émis par la Cour des comptes, de la Haute autorité ou de René Dosières soient impérativement pris en compte ; le **tout suivi de sanctions** si nécessaire.
- En ce qui concerne les communes, je préconise la suppression-regroupement de celles de moins de 500/700 habitants pour permettre des économies diverses et aussi d'augmenter les indemnités des maires en place.

- Améliorer les conditions de création d'entreprises voire de micro-entreprises pour permettre une grande flexibilité individuelle. À tout insatisfait de sa vie actuelle de travail, d'intérimaire ... d'aller vers les « bienfaits » de la vie de patron, d'indépendant, d'horizons nouveaux...

- Équité fonctionnaire/privé, H/F : salaire, retraite : durée et montant de cotisations, âge de la retraite, jours de carence en cas d'arrêt de travail... LES MÊMES POUR TOUTES ET TOUS.

- Les mots et les maux // double langage ; j'entends :

- Casser, détruire Vuitton, Hermès, c'est s'éclater... // oublier leurs salariés qui produisent ces « bijoux », c'est autre chose !
- Blessier tuer des policiers, des journalistes, ce sont les effets collatéraux... // mais peut-on oublier qu'il s'agit d'un parent, d'un enfant, d'un voisin !
- Contester l'élection du président élu avec 25 % des inscrits... // se féliciter qu'1 % (maxi 600 000 sur 66 000 000) en gilet jaune foutent le bor..., cassent, tuent et se disent le peuple !
- Diminuer les AF de 5 € est un crime financier... // alors qu'augmenter le SMIC de 24 € (en supprimant qq cotisations) serait une paille !
- Diminuer, supprimer à 80 % des Français la TH est une illusion... // mais prélever 1,70 % de CSG aux retraités (au revenu moyen et souvent supérieur au SMIC) est une saignée.
- Indexer les retraites à seulement 50 % du coût de l'inflation est un vol... // augmenter de 100 € le SMIC est une lubie.

- Les salaires : tout travailleur doit être **rétribué convenablement** pour vivre simplement.

- Le salaire net/mois à **1500 € pour 39 heures**.
- La fourchette des salaires dans le public devrait aller de **1 à 5 (1500 €/8000 €)**. Énarque ou autre. Le nombre d'H. de travail, la stabilité de l'emploi... sont une opportunité, une variable d'ajustement au CHOIX de chacun.

- La désinformation volontaire (ou pas) des élus et/ou médias, par ex. :

- Il faut un prêt à taux zéro pour changer de voiture. Si on fait le compte d'un crédit de 10 000 € sur 36 mois avec un taux à 2 % ou zéro %, le gain est de 8,60 euros/mois = un paquet de clopes, une cigarette par jour... sachant que ces « informateurs » dénoncent une rémunération par ex. du livret A (trop faible à 0,75 %) sans se soucier de savoir comment le commerçant banquier va vivre en vendant à perte !
- Et comment un seul salaire moyen pour un ménage peut - à l'improviste - faire face à ce même montant de crédit de presque 300 €/mois (même hors intérêt).

- les grands élus :

- **Insupportable les privilèges**. Il ne s'agit pas de leur salaire ou indemnités (si justifiées) mais des privilèges sur leur imposition, les retraites (montant, temps de cotisation + réversion), des doubles emplois, des cumulards (selon le *Canard enchaîné*, le gouvernement Raffarin y

avait fortement participé. Aujourd'hui semblent hors « normes » J.-L. Nadal, O. Schrameck, F. Delon, et l'ancien ministre Jacques Toubon avec un pompon à 30 000 €/mois).

- Pour les anciens présidents (Giscard, Chirac, Sarkozy, Hollande) et ex-ministres... un an voire deux ans d'accompagnements financiers et autres est UN MAXI CADEAU. Au-delà, c'est du **gâchis et/ou du vol**.
- Le grand écart : de Louis Alliot (vice-président du Front national) : « il faut donner des signes d'espoir à notre jeunesse », en nommant comme tête de liste un inconnu de 23 ans. *Idem* pour France insoumise avec une inconnue de 29 ans // Macron n'est entouré que de nouveaux, d'inconnus, de jeunes... donc très, trop inexpérimentés !

- ISF:

- Diminuer les taux et conditions d'imposition MAIS en y incluant **TOUS les biens** possédés y compris les collections diverses : tableaux, voitures, bijoux, chevaux et yacht...

- Les successions, donations, impôts :

- Augmenter les taux d'imposition (par 2, 3 ou plus) pour DIMINUER IMMÉDIATEMENT en contrepartie les charges actuelles sur les salaires, les taxes diverses ... et donc **MOINS IMPOSER les vivants** au détriment des ... ascendants... qui nous quittent.
- De plus, on ne peut pas favoriser sans cesse les successions/donations et ensuite demander à la région/département/commune une aide pour payer l'EHPAD de la grand-mère.
- **Rétablir la demi-part** pour les veufs ou veuves : les dépenses contraintes pour un retraité seul sont quasi identiques à ceux d'un couple.

Conclusion : si gouverner (un pays, une entreprise, une association, un syndicat, un parti politique (sic)...) par le mode scrutin était la panacée, ça se saurait : donc pas de président, pas de patron, pas de chef ! Et que des SCOP, des SCOP ... des SCOP.

Mais le comble est que les Gilets jaunes eux-mêmes n'arrivent pas à mettre en place le RIC dans leurs troupes jaunes : avec un porte-parole, un programme, un cahier des charges, un calendrier et pourquoi pas... UN CHEF !!!

Bien conté par « Les Bodins » dans leur dernier spectacle : le RIC ??? « Vous, les 7 conseillers municipaux de la commune, après 2 ans de débats, vous venez tout juste de vous mettre d'accord sur la couleur des rideaux de la mairie ».

Le 19 janvier 2019 // [Prénom]

49. Manuscrit (en majuscules, 6 pages cahier grand format), 175 lignes, 1126 mots (homme)

St-Jean-d'Angély
Le 08 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les représentants de la République française,

C'est un citoyen et un contribuable en colère qui prend ce jour sa plume pour exprimer son ressenti.

J'ai toujours été un ardent défenseur des valeurs de la République. J'ai toujours payé mes impôts et taxes en temps et en heure (même quand c'était difficile). J'ai toujours exercé mes droits civiques en tant qu'électeur mais aussi que scrutateur dans le modeste bureau de vote de mon quartier. Je me suis toujours efforcé dans mon métier, au contact des jeunes, de leur transmettre les valeurs de la République et de donner un sens à notre devise « Liberté, Égalité, Fraternité »...

Or depuis quelques temps, je me prends de plus en plus à douter de cette République et surtout de ses représentants et plus spécifiquement de ceux qui occupent les plus hautes fonctions de notre corps exécutif et de notre corps législatif. Pourquoi cette défiance ?

Parce que je constate de jour en jour que, malgré une vie quotidienne modeste et sans ostentation, je ne cesse de m'appauvrir, même avec un salaire bien au-delà du SMIC. Le poids des contributions directes et indirectes + les nombreuses augmentations plus ou moins déguisées ne cessent de rendre les fins de mois difficiles, au point que je cherche en permanence des moyens de faire des économies de bouts de chandelles... Vais-je devoir rouler sans assurance ? Vais-je devoir renoncer à ma complémentaire ? Je ne pourrai de toute façon plus renoncer à des vacances (même en France) car je les passe chez moi... Mais j'ai de toute façon été élevé par des parents qui m'ont transmis le sens et la valeur de l'argent que l'on a (et surtout que l'on n'a pas). Je ne remets pas du tout en question la nécessité de l'impôt et des taxes, elles sont nécessaires au fonctionnement de notre nation mais ce qui m'écœure de plus en plus, c'est de voir les plus riches et les plus puissants échapper à ces mêmes impôts & taxes (80 milliards d'évasion fiscale et encore, je suis sûr que ce chiffre est très en dessous de la vérité). On nous rabâche *ad nauseam* qu'on va traquer la fraude sociale (les plus pauvres « qui coûtent un pognon de dingue ») et les grosses fortunes se frottent les mains de leur bonne fortune améliorée par le jeu conjugué de cabinets ayant pignon sur rue, de lois européennes avantageuses et d'amis fraîchement élus qui se sont dépêchés de leur voter une généreuse ristourne sur leur ISF... Pour ma part, je n'ai pas les moyens de faire de l'exil fiscal : je paie mes impôts et il faudrait que je reste dans mon rôle de contribuable à qui l'on dit en substance : « Paye, tais-toi, consomme et sois heureux de vivre en France... ». Or cela, je le tolère de moins en moins !

Parce que je constate que notre démocratie se vide de + en + de sa substance. On ne cesse de nous parler de la liberté d'expression mais à quoi se résume-t-elle si ce n'est par parler dans le vide. du citoyen de base (même éduqué), les classes dirigeantes et ceux qui occupent de hautes fonctions politiques (et syndicales) s'en moquent. À entendre les paroles même de notre président, hormis Paris Centre, le reste du pays serait peuplé de ploucs, incultes, de Gaulois réfractaires à qui l'on doit parler comme à des demeurés ou dispenser une parole bouffie d'un jargon technocratique devenu inaudible même par ceux qui ont été éduqués. La démocratie est depuis longtemps (pour ma part depuis le référendum de 2005) confisquée par une minorité de techniciens politiques, sortis du même moule idéologique (Sciences Po, ENA...), qui ont abandonné leur part d'humanité et de compassion pour une très généreuse dose d'opportunisme écœurant et de cynisme insupportable... À nous les initiés la glose politique, à eux les gueux, les sans-dents, les impôts et le mépris... Ce pain quotidien-là, il passe de plus en plus mal !

La crise de ces derniers temps est symptomatique... On vous entend, braves gens, mais on n'en a rien à foutre au fond de vos problèmes quotidiens. Certains ont pensé que des mesurette dispensées aux gueux en gilets jaunes (et à ceux qui les soutiennent) allaient faire cesser la colère et que tous ces braves cons iraient illico préparer Noël et consommer... De même des "docteurs Mabuse" ont pensé que terminer toute communication officielle par des menaces systématiques serait de nature à faire courber le dos aux ploucs provinciaux dont certains ont eu l'impudence de se rendre à la capitale pour se faire entendre un peu plus clairement...

C'est mal connaître notre histoire, celle de la République. Nos élites obnubilées par l'argent, la renommée internationale et la conservation de privilèges dignes de la noblesse d'antan, ont-elles oublié 1789 ? 1830 et 1848 ? 1936 et 1968 ? Les politiques ne veulent pas reconnaître que la colère actuelle est légitime et pas une simple vue de l'esprit ou une poussée de fièvre qui sera soignée avec un discours moralisateur, des menaces et de la langue de bois...

Alors, quand j'entends des responsables politiques, élus de la République, sous-entendre que les Gilets jaunes sont des séditieux, des délinquants et des irresponsables... et pour quel motif ? Ils n'ont pas déclaré leur intention de manifester à la préfecture... Mince alors, des citoyens qui refusent de défiler sagement entre République et Nation à heure de bureau... Qui peut croire que les Parisiens de

1789, de 1830, de 1848, de 1936 et de 1968 sont allés mendier le droit d'exprimer leur colère brute de décoffrage auprès des autorités de leur temps ?

Ce qui se passe aujourd'hui, y compris cette violence que je ne cautionne pas (tout en en comprenant les fondements et l'expression), n'est que le début d'un ras-le-bol trop longtemps contenu... Mais à écouter nos politiques, c'est nous qui n'avons rien compris. On nous parle Europe et mondialisation alors que c'est la base, le peuple, les forces vives de la Nation qui souffrent.

Et quel message nous renvoie notre chef... Je préfère aller en Argentine, en Allemagne ou au Maroc avec mes amis les puissants plutôt que de me préoccuper des souffrances de la plèbe turbulente, du troupeau... Je suis écœuré en tant que citoyen, mais aussi en tant qu'être humain !

La liste des griefs, des constats est encore bien longue, mais à quoi bon puisque ce témoignage (et ces cahiers de doléances) finiront à la benne ou à prendre la poussière aux Archives nationales...

Je ne nourris plus guère d'espoir à l'égard de nos politiques et tout cela finira dans un déchaînement de violence aveugle. J'ai plus peur pour mon fils que pour moi. À mon âge, tout est joué !

[PRÉNOM NOM]

CITOYEN ET CONTRIBUABLE

ANGÉRIEN

50. Manuscrit (lettre-type), 50 lignes, 593 mots

Objet :

Établir plus de transparence et d'équité, de démocratie « participative » au sein des salles ou scènes de musiques actuelles. Dans le but de promouvoir **la création musicale dite populaire** par une dynamique réelle et interactive **entre le public et les musiciens/musiciennes**, de nos communes, départements, régions et donc sur le plan national.

- Obligation pour les salles ou scènes de musiques actuelles* de prendre sans distinction de style, des musiciens et musiciennes en groupes, duos, seul en scène (one man show) du département où se trouve ladite salle de musiques actuelles.

*Les salles de musique actuelles ont été construites grâce aux divers financements et subventions municipales, départementales, régionales, nationales, européennes et fonctionnent en partie avec le concours d'un seul ou de plusieurs acteurs territoriaux précédemment nommés. Donc grâce au peuple.

- Dans le but de bannir tout népotisme culturel qui sévit lourdement dans le secteur musical sur les personnes venant du peuple : ces personnes, musiciens et musiciennes qui n'ont rien d'autre que leur force de travail et leur créativité musicale à offrir et n'ayant donc aucune relation de privilège de part leur naissance et milieu social.

- Sachant qu'il existe en France une ou plusieurs salles de musiques actuelles (de tailles et de grandeurs différentes) dans chaque département.

- Pour établir une réelle "politique" locale et culturelle pour tous les styles musicaux dit populaires (donc venant du peuple).

- Toutes les salles de musiques actuelles devront être constituées **d'une équipe tripartite, de représentants mandatés pour une année** (mandat impératif), suivant des modalités fonctionnelles d'appels à candidature étendues à l'ensemble du département, soit : d'un ou du représentant administrateur ⁽¹⁾ de la salle, de plusieurs représentants issus des musiciens, musiciennes et de plusieurs représentants issus du public (donc du peuple), **toutes et tous favorables au développement de la musique dite populaire dans leur département**. Chaque partie n'aura qu'un

tiers décisionnel - trois parties égales - pour décider de façon absolument égalitaire de **la programmation annuelle à venir** et des conditions logistiques, matériels, entretiens, divers, etc.

⁽¹⁾ Seul et pour des raisons techniques de bon fonctionnement de la salle, l'administrateur et son équipe (ou l'équipe actuelle) pourront être des permanents mais, en aucun cas, le représentant administrateur **au niveau de la programmation** ne pourra outrepasser ses droits précédemment définis (soit un tiers décisionnel).

- Puis au niveau national ces équipes tripartites devront se réunir (suivant des modalités à définir) dans un esprit **coopératif et fédérateur** donc d'absolue transparence pour établir entre elles, une interactivité qui puisse de façon démocratique et sans partialité, permettre et faciliter à chaque musicien et musicienne de pouvoir vivre de leur métier, **dans un mouvement ascensionnel de culture du peuple pour le peuple et par le peuple dans toutes ses diversités et créativité**s.

- Les salles de musiques actuelles devront, indépendamment de la multitude des styles de musiques programmés en leur sein, être comptables d'une répartition à 50 % de textes de langue française et 50 % de textes de langues étrangères, régionales ou autres.

- Pour les langues étrangères, prendre en compte toutes les langues et pas uniquement l'hégémonique langue du monde anglo-saxon.

- Ce texte à légiférer peut s'appliquer à toutes salles, scènes, associations, **susceptibles de diffuser des spectacles musicaux ou de le permettre**, ayant par le passé ou actuellement dans leur fonctionnement des financements et subventions soit d'un seul ou de plusieurs acteurs territoriaux précédemment nommés. En tenant compte des capacités techniques, structurelles, physiques, matérielles et géographiques de chaque lieu ainsi que d'éventuelles singularités ou spécificités.

Hyperliens/sites (liste non exhaustive) :

<https://www.musictips.net/la-liste-des-smac-en-france>

<http://www.fedelima.org/rubrique4.html>

<http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Musique/Organismes/Creation-Diffusion/Scenes-de-musiques-actuelles>

51. Dactylographié, 17 lignes, 131 mots

REVENDEICATIONS CITOYENNES

- ✓ Augmentation du SMIC et revalorisation significative des salaires.
- ✓ Amélioration du pouvoir d'achat.
- ✓ Rétablissement de l'ISF.
- ✓ Baisse des charges sur les petites entreprises.
- ✓ Annulation de l'augmentation de la CSG appliquée sur les retraites en début d'année.
- ✓ Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés sur l'inflation.
- ✓ Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- ✓ Fin du travail détaché.
- ✓ Maintien ou rétablissement des services publics dans les petites villes et villages (postes, écoles, maternités, hôpitaux, etc.)
- ✓ Retour de la retraite à 60 ans surtout pour les personnes ayant occupé des postes pénibles.

[ajout manuscrit] Abolition des privilèges attribués à nos élus et hauts fonctionnaires de l'État.

52. Dactylographié (inséré), 40 lignes, 538 mots (couple)

PAGE 1/2

Monsieur, Madame [Nom Prénom, Adresse]

- Exigences ressenties en GÉNÉRAL
- Revoir pour ISF une autre gestion.
- Rétablir les services publics (de santé et de proximité : la Poste, les perceptions, sécurité sociale (etc., etc.).
- Pour les petits commerces, TROP DE TAXES (RSI - URSSAF – TVA, etc., etc.). De plus, ils cotisent pour le chômage mais ils n'y ont pas droit, pourquoi ?? Et malgré les cotisations du RSI qui sont élevées, les retraites ne sont pas à la hauteur.
- Supprimer les paiements des frais d'obsèques (députés, sénateurs, à leur femme ou enfants).
- Supprimer l'aide médicale d'État qui coûte plusieurs milliards par an (pour les réfugiés, AME + ATA + CMU + etc., etc., plus ce que l'on ne sait pas...).
- Supprimer le CESE (Conseil économique, social et environnemental) qui est utilisé comme planque pour les copains.
- Diminuer drastiquement les DÉPUTÉS (150 suffiraient) et installer un pointage (caméra de surveillance pour le comptage des moments de présence) à l'Assemblée nationale afin que chaque député ne soit PAYÉ qu'en fonction de sa présence (pas présent, pas payé).
- Diminuer le nombre de sénateurs d'un tiers. De ministres et secrétaires d'État. LIMITER réellement le cumul des mandats à 2 maxi et le cumul des retraites. Une seule. LIMITÉE à 10 000 E. Donc pour les retraites, ne tenir compte que du dernier échelon franchi, comme pour les autres Français.
- Pour les non-réélus (anciens présidents de la République française, députés), supprimer les protections policières, chauffeur et autres, et les ponts d'or attribués.
- Et avant de partir, interdire la distribution tout azimut de postes pour planquer les bons amis.
- Réduire le nombre de parlementaires européens ainsi que les hauts fonctionnaires, conseillers aux responsabilités douteuses qui n'en ont que le nom et ne font pas grand-chose.

Sauf pour les maires

des petites communes qui font un travail difficile (gestion, responsabilités, et doléances de chacun).

- STOPPER LE VERSEMENT DES RETRAITES À L'ÉTRANGER SANS VÉRIFIER QUE LES PERSONNES SOIENT ENCORE VIVANTES. On exige bien un certificat de vie pour les Français. IDEM POUR TOUS.

Voir la 11ème page.

2/2

Suppression de la retraite versée aux étrangers qui arrivent en France à 65 ans sans avoir travaillé ni cotisé un sou (plus de 1100 E). Alors que certains retraités touchent 400 E. Ignominie après des années de travail à avoir cotisé 45 ans et beaucoup plus de 40 heures par semaine pour les Français.

- Réduire drastiquement le train vie des soi-disant élites. Leur vie dans nos palais coûte une fortune (fleurs, décoration, cuisine, vaisselle ,etc., etc.) La simplicité est très bien vécue par nos

voisins... Donc le passage aux urnes est nécessaire, cela permettrait d'entendre les petites gens à qui ont fait payer la CSG, et taxes en tout genre, disproportionnées pour leur petite retraite ou salaire.

- Le système des mandats à cinq ans pour le président, ce n'est pas idéal car il n'y a personne pour contredire le gouvernement vu que les députés sont élus pour cinq ans aussi et pour la même période.

Que nos doléances soient prises en compte et sérieusement par ceux qui ne voient que les riches.

Merci de prendre connaissance du mal-être des petits Français qui ont du mal à finir les fins de mois.

53. Dactylographié (lettre-type), 25 lignes, 410 mots (femme)

[manuscrit] Saint-Jean d'Angély, le 12 février 2019

[Tampon de la mairie : reçu le 12 FEV 2019, n° 470

Instruction : Mme [Nom] pour cahier de doléances

Diffusion : Mme la Maire, M. [Nom]

[manuscrit] Madame Françoise MESNARD, Marie de St-JEAN-D'ANGÉLY

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89% selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95% selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des États-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total de 600 000 décès annuels) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire, [manuscrit] Madame la Maire, à l'assurance de mes sentiments respectueux.

[Prénom NOM, Adresse]

54. Manuscrit (5 pages, copie, feuilles volantes), 123 lignes, 1057 mots

Le 10.01.2019

Rép.	Désignations	Économies espérées
1	<p align="center"><u>Écologie/développement durable</u></p> <p>Je suis contre les arguments actuels du gouvernement et du ministère de l'écologie sur la taxation à outrance de tout ce qui touche l'écologie en France, pourquoi ?</p> <p>1.1 L'Allemagne, notre voisin, ferme ses centrales nucléaires et pour produire de l'électricité avec du charbon (10 fois plus polluant) ou demander de l'électricité en France, si besoin, c'est trop facile !</p> <p>1.2 En France, nous voulons développer à fond la voiture électrique mais que coûte ou va coûter à l'écologie les batteries importées de Chine ?</p> <p>1.3 La France, très petit pays (- 1 % de l'écologie mondiale) veut appliquer des normes (donc faire payer les Français) alors que les pays les plus pollués ne sont pas prêts d'appliquer : CHINE, E.-U., INDE, autres...</p> <p>1.4 En ce moment, en France, c'est la guerre du gouvernement contre les moteurs diesel moins pollués en 2018 que les SUV essence, mais que consomment dans le monde les tankers, tous les bateaux, les camions de plus en plus puissants, les bateaux de croisière, les avions, etc. ?</p> <p>1.5 Nous payons déjà une surtaxe écolo sur notre électricité, cela suffit !</p> <p>1.6 Qui va payer, dans 20 ans, le démontage des éoliennes ?</p> <p align="center">« Arrêtons d'emmerder les Français ! »</p>	
1	<p align="center"><u>Réforme de l'État/collectivités/autres secteurs état.</u></p> <p>Réduire le nombre de députés (200 maxi suffisent !).</p>	
2	Supprimer de nombreuses structures de l'État qui ne servent à rien, que personne ne connaît et qui coûtent très cher comme : le Conseil économique et social et 100nes d'autres (structures créées pour placer les petits copains !)	
3	Réduire le nombre de sénateurs (maxi 100) mais pas supprimer le SÉNAT.	
4	Par conséquences de 1 et 3, réduire les dépenses fastueuses de l'Assemblée et Sénat.	
5	Réduire le nombre des ministres et secrétaires d'État (maximum 15 en tout) ainsi que toutes les dépenses de ces ministères.	
6	Arrêter la désertification du monde rural et développer d'urgence la fibre !	
7	Développer, comme en Suisse, le RIC (ou RIP) sur les sujets importants (entre 1 million et 2 millions de demandes).	
8	Réduire les structures et nombre d'élus dans les collectivités territoriales et conseils régionaux.	

Cahier de Saint-Jean-d'Angély

Rép.	Désignations	Économies espérées
9	Réduire ou supprimer tous les avantages accordés aux élus après un mandat : les protections policières, les voitures, les secrétaires, etc.	
10	Réduire les parlementaires européens ainsi que tous les avantages octroyés (sans présence à Bruxelles) : retraite à 50 ans, avantages de transports, salaires, etc.	
	<u>Santé - Affaires sociales – Retraites – Solidarité</u>	
1	– Supprimer l'AME pour les réfugiés qui coûte environ <u>3 milliards</u>	par an entre AME/ATA/CMU/ROC, etc.
2	– Supprimer la CMU aux migrants réfugiés et non français.	
3	– Supprimer le versement des retraites aux étrangers sans vérification annuelle que ceux-ci sont bien vivants ! (exiger le certificat de vie et obligation de se présenter tous les ans dans les consulats de France pour signer le registre d'attestation de vie).	
4	– Suppression des retraites aux étrangers arrivant en France entre 60 et 65 ans ou n'ayant pas cotisé au moins 10 ans aux régimes français.	
5	– Arrêter les versements UNEDIC aux intermittents du spectacle. Cotisations : 300 M/an, versements : 1,3 milliard par an.	14 milliards/an
6	– Arrêter la fraude sociale résultant des fausses cartes de SS attribuées aux étrangers ou Français avec double nationalité sans possibilité de contrôle des renseignements fournis !	
7	– Non versement des allocations sociales aux couples étrangers polygames ! Aux condamnés en prison, etc.	10 milliards/an
8	– Aide aux mineurs étrangers venant en France sans possibilité de vérifier ÂGE/PAYS/etc.	
9	– Que le salaire final d'un travailleur soit nettement supérieur à celui d'un chômeur.	
	<u>Finances - Impôts - Gestion dépense État</u>	
1	Mettre dans la Constitution l'obligation pour l'État de présenter un budget équilibré (recettes/dépenses) comme pour les collectivités ou un ménage.	
2	Récupération des impôts des Français vivants à l'étranger mais dont l'activité est en France (comme les sportifs, chanteurs, acteurs, patrons et actionnaires, auteurs, etc.).	+ 50 milliards
3	Récupérer les impôts sur évasion fiscale des sociétés travaillant en France (sociétés françaises ou étrangères style GAFA).	≈ 80 milliards/an
4	Que tous les Français quels que soient leurs revenus, même les plus modestes, paye l'IR.	
5	Que l'État arrête de donner des subventions (donc de l'argent) pour des projets aberrants donc inutiles, présentés par les communes, départements, régions ou autres. Ainsi, les réclamations aberrantes ne se feront pas ! Le musée des Confluents a démarré à 65 M pour finir à 350 M à Lyon ! 10 ans de travaux !	
6	Interdire par une loi la réalisation des travaux par la technique du MPP, cela coûte 2 ou 3 fois plus que la valeur réelle ! Si l'État ou les	

Rép.	Désignations	Économies espérées
7	collectivités n'ont pas l'argent, on ne le réalise pas ! (MPP : marché public financé et réalisé par l'entreprise). Interdire la supercherie de faire payer les salaires des fonctionnaires de l'État (ou syndicalistes ou autres) par l'autres ministères sans aucun contrôle !	
8	Que l'État mette de l'ordre dans le secrétariat d'État aux Affaires sociales (+ de 700 milliards/an dépensés) a priori sans règles ni contrôle ! PM : 102 CAF / 101 CPAM / 22 URSSAF / 35 MSA / 15 CARSAT / 30 RSI + CNAV + ACOSS + UCANSS + CCMSSA, etc. Que de l'argent à économiser dans le regroupement et la gestion saine de tout cela !	
9	Obligation par la loi de tenir compte, dans un délai de 12 mois, des observations et recommandations de la Cour des comptes, surtout pour l'État !	
10	Que le contribuable français arrête de payer les accidents de loisirs (montagne, mer et autres). C'est trop facile, les assurances sont là pour soulager les contribuables français.	
11	Diminuer fortement les augmentations de salaires aberrants des hauts fonctionnaires de l'État (+ 100 000) pour Bercy, sans parler des dirigeants ONF/Météo France / IGN, etc.	
12	Supprimer le supplément familial (indexé sur le salaire) des hauts fonctionnaires catégories "A" et "B" ; les maintenir seulement aux catégories "C" et "D".	
13	Les hôpitaux, et la médecine en France est paraît-il la meilleure du monde, mais arrêtons de soigner le monde entier gratuitement, nous n'en avons plus les moyens !	
	Cela doit faire plus de d'économies <u>mais par an</u> ! Mais il faut la volonté politique ! [Signature]	100 milliards

55. Dactylographié (4 pages), 80 lignes, 632 mots

MOTIONS GILETS JAUNES

- § - § - § -

EN MATIÈRE DE POUVOIR D'ACHAT ET D'ASSAINISSEMENT DES DÉPENSES PUBLIQUES

Revalorisation des salaires et des retraites (plusieurs systèmes au choix : baisse des charges salariales et patronales ou augmentation des salaires..., diminution de la CSG pour les retraités et handicapés percevant une rémunération au-dessous d'un montant de 1500 €).

Diminution de la TVA, notamment sur les biens concernant la sécurité des biens et des personnes (équipement de protection, etc.).

Transparence de l'attribution de toutes les taxes.

Baisse des charges pour les petits commerçants et artisans.

Imposer les grandes entreprises étrangères qui font des bénéfices en France (pas seulement les GAFA).

Donner un % maximum de distribution des bénéfices aux actionnaires des grosses entreprises afin de favoriser l'expansion des entreprises (diminuer mais garantir un minimum pour les intéressements aux dividendes boursiers des CAC40).

Taxer les gros pollueurs (bateaux marchands, avions, etc.).

Régime fiscal favorable pour les sociétés ayant leur siège ET LEURS ENTREPRISES sur le territoire français.

Revoir les régimes fiscaux concernant les biens provenant de pays hors de l'U.E. Taxation de 1 €, par exemple, par produit importé, que la s[ocié]té soit française ou non.

Favoriser l'économie française. Que l'État et les grandes entreprises montrent l'exemple en achetant leur matériel (militaire et autres) aux entreprises françaises.

Supprimer toutes les niches fiscales...

Supprimer les paradis fiscaux européens.

Évaluation de la suppression de l'ISF. Combien de capitaux sont revenus en France ?

Supprimer les subventions aux syndicats et aux médias.

Surveiller et dénoncer tous les monopoles économiques et les LOBBIES dans tous les domaines.

TERRITOIRE NATIONAL

Donner plus de libertés décisionnaires aux élus locaux.

Associer les collectivités territoriales aux prises de décisions nationales sur tous les domaines. Leur donner plus de liberté décisionnaire concernant leur territoire.

Revoir la cartographie des services publics territoriaux.

Aider les départements et territoires d'Outre-Mer à se développer en y implantant des entreprises nationales.

Faire plus de référendums populaires sur les questions sociétales.

REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL – ASSAINISSEMENT DES COMPTES PUBLIC

Le système actuel n'est plus viable !

Réduction du nombre de postes de sénateurs et députés. Suppression de tous leurs avantages et privilèges.

Alignement du régime des retraites du Parlement sur celui du régime général de la Sécurité Sociale.

Obligation de présence aux séances (3 absences = révocation).

Obligation, pour être élu, d'un casier judiciaire pénal VIERGE.

Simplification des strates des ministères et des lois.

Règle des non-cumuls appliquée pour tous les mandats nationaux et internationaux.

Égalité de traitement (salaires et autres) entre tous les ministères.

Les ministres seront rémunérés au plafond de la catégorie A. Sans prime. Frais de déplacements et autres remboursés uniquement sur facture et justificatif de déplacement.

Pour se présenter au Parlement, ne pas être l'élu d'une commune ou d'une communauté de communes de plus de 50 000 h., ne pas être ou avoir été responsable d'un parti ou d'un syndicat. Pas plus d'un renouvellement. Âge maximal : 75 ans. Représentation de 51 % minimum de représentants du peuple.

Rétablir les emprunts d'État (bons du Trésor ou autre...).

Suppression de tous les avantages aux anciens présidents et ministres.

Prise en compte des remarques et signalements de la Cour des comptes et non simple avis. Suivi des comptes une fois par trimestre. Les publications de la Cour des comptes doivent être publiques et accessibles à tous.

Parlement européen :

Mêmes conditions que pour le Parlement français concernant les élections et renouvellement de mandat.

Transparence des salaires de toutes les personnes qui y travaillent.

Arrêter de faire des commissions "bidons" comme celle faite pour la taille des bananes et leur courbure ! Réglementation n°2257/94 !!!!

**LA POLITIQUE NE DOIT PAS ÊTRE UN MOYEN, UNE SOURCE D'ENRICHISSEMENT PERSONNEL
ELLE DOIT ÊTRE UNE VOCATION. UN ÉLU DOIT ÊTRE AU SERVICE DES CITOYENS
MOINS DE TRALALA ET DE BLABLA, PLUS DE RÉSULTATS !!!**

[FIN]